

ARRÊTÉ MUNICIPAL
Portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
E.I.T.F – RUE MARÉCHAL LECLERC ET LÉON BLUM

Arrêté n°416 - septembre 2024-ST

RP / AB

Le Maire de la Ville de CAUDRY

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu l'article 417-6 du Code de la Route,

Vu l'Article R 610-5 du Code Pénal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le décret n°85.807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu le décret n°86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 1954, relatif à la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

Vu la demande de Monsieur Kevin LETERME, représentant l'entreprise E.I.T.F en date du 30 septembre 2024 concernant les travaux de consignation pour les arrêts sur les nouveaux supports et de pouvoir déposer le réseau électrique existant , rue du Maréchal Leclerc et Léon Blum .

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter l'exécution des travaux et prévenir des accidents,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 – En raison du déroulement des travaux pour ENEDIS que doit effectuer la société E.I.T.F. rue du Maréchal Leclerc et rue Léon Blum, la circulation des véhicules sera limitée à 30km/h, un empiètement sur chaussée sera réalisé avec une largeur de voie maintenue de 3 m, le dépassement sera interdit.

ARTICLE 2 –Les panneaux réglementaires de signalisation de chantier, de restriction de la circulation ainsi que toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers seront mis en place et entretenus par l'Entreprise E.I.T.F pour permettre l'application des dispositions

prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – Ces travaux interviendront le jeudi 03 octobre 2024 et le vendredi 04 octobre 2024 inclus.

ARTICLE 4 – Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées par des procès-verbaux.

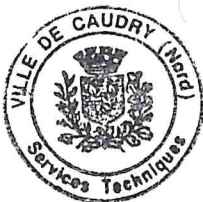
ARTICLE 5 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lille 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62 039 59 014 LILLE Cedex ou sur internet à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 – Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie de Caudry et Monsieur le Chef de la Police Municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service de lutte contre l'incendie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Caudry
- Madame la Commandante de brigade de la Gendarmerie de Caudry
- Monsieur le Responsable de l'entreprise E.I.T.F
- Monsieur le Chef de la Police Municipale

Fait à Caudry, le 30 septembre 2024



Pour le Maire,

Le Conseiller Municipal Délégué

Marc DEVIENNE